

**Réunion des États parties à la Convention
sur l'interdiction de la mise au point,
de la fabrication et du stockage des
armes bactériologiques (biologiques)
ou à toxines et sur leur destruction**

8 novembre 2013
Français
Original: anglais

Réunion de 2013

Genève, 9-13 décembre 2013

Point 12 de l'ordre du jour provisoire

Rapport annuel de l'Unité d'appui à l'application

Rapport de l'Unité d'appui à l'application pour 2013

Document soumis par l'Unité d'appui à l'application

Résumé

Dans le présent rapport, l'Unité d'appui à l'application décrit les activités qu'elle a menées en 2013 dans le cadre du mandat qui lui a été confié aux sixième et septième Conférences des États parties chargées de l'examen de la Convention, mandat consistant à fournir un appui sur le plan administratif et pour l'application intégrale de la Convention, à promouvoir l'universalisation de la Convention, à faciliter les échanges d'informations dans le cadre des mesures de confiance, à établir et administrer la base de données sur l'assistance, et à administrer le programme de parrainage. La septième Conférence a décidé que l'Unité d'appui soumettrait «par écrit à l'ensemble des États parties un rapport annuel succinct rendant compte des activités qu'elle aura menées pour s'acquitter de son mandat» (BWC/CONF.VII/7, troisième partie, par. 36).

GE.13-64271 (F) 031213 041213



* 1 3 6 4 2 7 1 *

Merci de recycler



I. Introduction

1. En 2013, l'Unité d'appui à l'application a poursuivi ses activités, conformément aux décisions et recommandations de la septième Conférence d'examen (BWC/CONF.VII/7, troisième partie), laquelle a renouvelé, pour la période allant de 2012 à 2016, le mandat de l'Unité d'appui à l'application, qui avait initialement été arrêté par la sixième Conférence d'examen. Le mandat renouvelé reprend, *mutatis mutandis*, toutes les tâches qui figuraient dans le mandat initial et y ajoute les tâches spécifiques consistant à établir et administrer la base de données renfermant les demandes et les offres d'assistance et à administrer le programme de parrainage, ainsi que la tâche générale consistant à faciliter, selon que de besoin, l'application par les États parties des décisions et recommandations de la septième Conférence d'examen.

2. L'Unité fait partie du Service de Genève du Bureau des affaires de désarmement de l'ONU. Elle est financée par les États parties à la Convention en tant que composante des coûts du programme intersessions pour la période 2012-2015, coûts dont la septième Conférence d'examen a décidé qu'ils seraient «couverts par l'ensemble des États parties à la Convention, selon le barème des quotes-parts de l'Organisation des Nations Unies, ajusté compte tenu des différences entre le nombre des États Membres de l'Organisation des Nations Unies et celui des États parties à la Convention». Le budget de l'Unité pour 2013 figure dans les coûts estimatifs approuvés par la septième Conférence d'examen (BWC/CONF.VII/4/Rev.1).

3. En 2013, l'Unité d'appui à l'application a reçu de la Hongrie des contributions volontaires d'un montant de 10 000 euros versées pour l'aider à s'acquitter de son mandat. Ces fonds ont été utilisés pour appuyer la participation de l'Unité aux réunions et ateliers pertinents, tout particulièrement ceux qui avaient lieu dans les pays en développement. L'Unité a également reçu de la Norvège une contribution de 86 000 dollars des États-Unis pour l'organisation d'un atelier à l'intention des professionnels du secteur et d'autres acteurs non gouvernementaux, et une autre contribution de 44 000 dollars É.-U. pour faciliter la participation aux plans régional et international à un séminaire sur la mise en œuvre de la Convention sur les armes biologiques, organisé par le Chili (voir annexe I pour des précisions sur ces deux manifestations).

4. Le personnel de l'Unité se compose de trois personnes: M. Richard Lennane, Chef de l'Unité d'appui; M. Piers Millett, spécialiste des questions politiques; M^{me} Ngoc Phuong Huynh, spécialiste des questions politiques (adjointe de première classe). Les capacités du personnel ont été considérablement diminuées durant le premier semestre 2013 du fait de l'absence d'un membre de l'Unité pour congé maternité (les modalités de financement de l'Unité ne lui permettant pas de faire appel à du personnel temporaire pour combler de telles absences). En 2013, l'Unité a bénéficié de l'aide de trois stagiaires: M. Segun Osisanya, d'avril à juillet 2013; M. John Paul Fitzsimons, de juin à septembre 2013; M. Jamil Tadeu de Oliveira Miguel, de septembre à décembre 2013.

5. Deux personnes sont employées dans le cadre de la décision 2012/421/PESC du Conseil de l'Union européenne, en date du 23 juillet 2012, en faveur de la Convention sur l'interdiction des armes biologiques ou à toxines, décision dont le Bureau des affaires de désarmement est l'organisme d'exécution. Tout au long de l'année 2013, M^{me} Karin Hjalmarsson et M^{me} Jacklin Georges ont travaillé sur des projets correspondant aux mesures prévues par la stratégie de l'Union européenne dans le domaine, visant à promouvoir l'universalité et la mise en œuvre de la Convention et à soutenir les travaux menés dans le cadre du programme intersessions 2012-2015.

6. Le présent rapport contient des sections consacrées à chacune des principales composantes du mandat de l'Unité, ainsi que trois annexes (en anglais seulement):

Annexe I: Réunions et manifestations auxquelles l'Unité d'appui à l'application a participé;

Annexe II: Points de contact nationaux;

Annexe III: Participation aux mesures de confiance.

II. Appui administratif à la Convention

7. L'Unité a assuré les services techniques de secrétariat pour les réunions tenues en 2013 inscrites dans le programme intersessions, fournissant les services requis pour la Réunion d'experts et la Réunion des États parties, et appuyant la Présidente et les Vice-Présidents dans leurs activités. L'Unité a continué d'assurer un vaste éventail de fonctions administratives telles que décrites dans les rapports précédents.

8. L'Unité a continué de développer le site Web de la Convention (<http://www.unog.ch/bwc>) de façon à en renforcer l'utilité non seulement pour les États parties mais aussi pour l'information, la sensibilisation et la communication à l'intention d'un public mondial. En 2013, l'Unité a procédé à des remaniements importants dans la structure du site et l'a étoffée de façon à faciliter l'accès à l'information utile ayant trait aux trois points permanents de l'ordre du jour du programme de travail actuel.

9. L'Unité a assuré la maintenance de la section à accès restreint du site Web de la Convention (<http://www.unog.ch/bwc/restricted>) et a continué de l'étoffer. Le contenu de cette section est décrit dans les rapports précédents.

10. L'Unité a entretenu des contacts réguliers avec de nombreuses institutions et associations scientifiques, professionnelles, commerciales et universitaires ainsi qu'avec des organisations non gouvernementales dont les travaux présentent un intérêt pour ses activités. Elle a ainsi pu recueillir des idées et des informations qui l'éclairent pour soutenir l'action menée par les États parties, notamment lors de l'élaboration de documents d'information de fond. Les relations ainsi entretenues ont pris une importance toute particulière dans l'optique du point permanent de l'ordre du jour inscrit au programme de travail actuel, concernant l'examen des évolutions survenues dans le domaine de la science et de la technologie, notamment le recensement des faits nouveaux en rapport avec:

- a) Les technologies habilitantes;
- b) La prise en charge de la maladie, quelle qu'en soit la cause;
- c) Le repérage et la gestion des problèmes de recherche à double usage;
- d) La convergence des domaines de la biologie et de la chimie;
- e) La microbiologie médico-légale; et
- f) Les facteurs biologiques ayant une incidence sur le pouvoir pathogène, la virulence, la toxicologie, l'immunologie et les questions connexes.

11. L'Unité a aussi entretenu des contacts réguliers avec un vaste éventail d'organisations internationales dont les travaux présentent un intérêt pour la Convention, notamment celles citées dans les rapports précédents. En 2013, l'Unité a également été en contact avec le secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, l'Organisation mondiale des douanes et l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme. Dans la conduite des activités pleinement conformes à son mandat, l'Unité continue de participer activement

aux efforts régulièrement entrepris par ces organisations en matière de processus, de sensibilisation et de mise en œuvre.

12. L'Unité a entretenu des contacts avec les organisations régionales qui sont citées dans les rapports précédents. Elle a également entrepris de coopérer plus étroitement avec les Centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement, qui sont gérés par le Bureau des affaires de désarmement, notamment avec ceux présents en Asie et dans le Pacifique, en Afrique, et en Amérique latine et dans les Caraïbes.

III. Application de la Convention

13. L'Unité a continué de recueillir les coordonnées des points de contact nationaux pour la Convention (voir annexe II). Au 1^{er} novembre 2013, 86 États parties avaient désigné un point de contact national, conformément à la demande formulée aux sixième et septième Conférences d'examen. Deux États signataires, deux États non parties et une organisation régionale ont également indiqué des points de contact.

14. La participation à des ateliers et séminaires joue un rôle essentiel pour faire mieux connaître la Convention et ce qui est fait pour la mettre en œuvre, tant auprès des gouvernements nationaux qu'auprès d'autres acteurs compétents tels que les organismes internationaux et régionaux, la communauté scientifique, les associations professionnelles, les milieux universitaires et le secteur privé. L'Unité a accepté certaines invitations à participer à diverses réunions et manifestations tout au long de l'année. De plus, l'Unité s'est associée à l'organisation de plusieurs réunions et manifestations ayant directement trait à l'amélioration de l'application de la Convention, y compris celles organisées dans le cadre de l'action de l'Union européenne en faveur de la Convention, ou a appuyé sous d'autres formes ces réunions et manifestations. L'annexe I contient la liste complète des manifestations auxquelles l'Unité a pris part au cours de l'année 2013.

IV. Mesures de confiance

15. Conformément aux décisions prises aux sixième et septième Conférences d'examen, l'Unité est chargée de rassembler et distribuer les textes des déclarations soumises au titre des mesures de confiance. Elle tient à jour, sur le site Web de la Convention, dans toutes les langues officielles, des versions électroniques des formules à utiliser pour ces déclarations. L'annexe III contient la liste des pays ayant soumis des déclarations en 2013 (couvrant l'année civile 2012), ventilées selon les différentes formules.

16. Le texte de toutes les déclarations soumises pour 2013 dans le cadre des mesures de confiance est consultable par les États parties dans la section à accès restreint du site Web de la Convention (<http://www.unog.ch/bwc/restricted>). Vingt et un États parties ont demandé que les textes de leurs déclarations soient aussi consultables dans la section à accès public du site (<http://www.unog.ch/bwc/cbms>).

17. Conformément à la décision prise par la sixième Conférence d'examen, le 15 janvier 2013, le Chef de l'Unité d'appui à l'application a écrit aux missions permanentes et aux points de contact nationaux des États parties pour leur rappeler la date limite annuelle du 15 avril pour la soumission des déclarations au titre des mesures de confiance. Conformément au paragraphe 45 du rapport de la Réunion des États parties de 2012 (BWC/MSP/2012/5), tout au long de l'année la Présidente de la Réunion des États parties de 2013 a également inséré dans toutes les lettres qu'elle adressait aux États parties des rappels concernant les déclarations au titre des mesures de confiance.

18. Au 1^{er} novembre 2013:

- a) 57 États parties (35 % des États parties à la Convention) avaient soumis une déclaration au titre des mesures de confiance portant sur l'année civile 2012;
- b) 44 d'entre eux avaient soumis leur déclaration à la date limite du 15 avril 2013 ou avant;
- c) Aucun État partie n'avait soumis pour la première fois une déclaration au titre des mesures de confiance;
- d) 15 États parties ayant soumis une déclaration au titre des mesures de confiance en 2012 ne l'ont pas encore fait en 2013;
- e) 52 États parties n'ont jamais soumis de déclaration au titre des mesures de confiance;
- f) 46 États parties (81 % des États parties ayant soumis une déclaration au titre des mesures de confiance en 2013) ont utilisé les formules révisées de déclaration adoptées par la septième Conférence d'examen. Les 11 autres États ont tous utilisé la version antérieure des formules.

19. Donnant suite à la demande formulée expressément à la septième Conférence d'examen, l'Unité, en collaboration avec les États parties intéressés et avec l'appui fourni au titre de la décision 2012/421/PESC du Conseil de l'Union européenne en faveur de la Convention, a continué d'examiner les possibilités de mettre au point un procédé permettant de remplir et soumettre les déclarations via Internet. Un plan par étapes a été établi. Une plate-forme électronique permettant de compléter et soumettre les formules est en cours d'élaboration par le Service des technologies de l'information et des communications de l'Office des Nations Unies à Genève. La version bêta de cet outil devrait être disponible début 2014. D'ores et déjà, on débat abondamment de la nécessité de veiller à ce que les outils déjà en place mis au point par les États parties pour une utilisation nationale soient compatibles avec ce nouveau système. La phase suivante prévue consistera à ajouter des fonctions de recherche et de comparaison et des outils d'analyse de base. Cette deuxième phase du projet nécessite des ressources financières additionnelles.

V. Promotion de l'universalisation

20. L'Unité a aidé la Présidente et les Vice-Présidents dans leurs activités visant à promouvoir l'universalisation de la Convention, en rédigeant le courrier, en établissant des supports d'information et en aidant à organiser des manifestations de sensibilisation. L'Unité a également fourni des informations et des conseils aux États parties qui organisaient leurs propres activités de sensibilisation pour promouvoir l'universalisation.

21. L'Unité a fourni des informations et des conseils sur la Convention à plusieurs signataires et États non parties. Elle a également encouragé l'universalisation lors de séminaires et de manifestations auxquels elle a participé et auxquels des représentants d'États non parties étaient présents (voir annexe I). L'Unité a réuni les informations relatives aux progrès accomplis sur la voie de l'universalisation de la Convention et les a mises à disposition au fur et à mesure dans la section à accès restreint de son site Web.

22. Le Rapport du Président sur les activités en matière d'universalisation (BWC/MSP/2013/3) renferme des informations complémentaires sur les initiatives prises dans le domaine et sur les résultats obtenus jusqu'ici.

VI. Base de données renfermant les demandes et les offres d'assistance

23. La septième Conférence d'examen a décidé de mettre en place un système de base de données destiné à faciliter les demandes et les offres d'échange d'assistance et de coopération entre États parties (BWC/CONF.VII/7, troisième partie, par. 17 à 20). La Conférence a chargé l'Unité de créer et d'administrer la base de données; de faciliter, sur demande, les échanges de renseignements entre États parties au sujet de la base de données ainsi que de toutes activités de coopération et d'assistance qui en découlent; et de faire rapport aux États parties sur le fonctionnement de la base de données en détaillant les offres faites, les demandes exprimées et les rapprochements opérés au cours de l'année considérée.

24. L'Unité a continué d'alimenter la version provisoire de la base de données à laquelle les États parties peuvent accéder dans la section à accès restreint du site Web de l'Unité (<http://www.unog.ch/bwc/restricted>). La poursuite du développement de la base de données nécessite des ressources additionnelles.

25. Au 1^{er} novembre 2013, la base de données contient:

- a) 23 offres d'assistance, émanant de cinq États parties;
- b) 2 demandes d'assistance, émanant de deux États parties.

L'Unité a été informée que l'assistance a été fournie suite à une demande faite dans la base de données. Des informations complémentaires ont été communiquées lors d'un exposé fait par l'Iraq, le mercredi 14 août, à la Réunion d'experts de 2013.

26. L'Unité a également entretenu des contacts réguliers avec les prestataires de l'assistance dans d'autres instances. Elle a, par exemple, continué de travailler en étroite coopération avec les prestataires de l'assistance portant sur la législation nationale et les mesures visant à faire respecter la législation, notamment le VERTIC, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Interpol, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), et le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004). L'Unité a saisi les occasions que lui offrait sa participation aux ateliers et séminaires (annexe I) pour promouvoir le recours à la base de données.

VII. Programme de parrainage

27. L'Unité a administré le programme de parrainage mis en place par la septième Conférence d'examen pour «soutenir et favoriser la participation des États parties en développement aux réunions du programme intersessions» (BWC/CONF.VII/7, troisième partie, par. 21). Au cours de ses échanges avec les États parties, la Présidente a fait appel aux contributions volontaires pour le programme de parrainage.

28. Au 1^{er} novembre 2013, des contributions volontaires au programme de parrainage avaient été reçues de trois États parties (Allemagne, Australie et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) et de l'Union européenne.

29. Des demandes de parrainage pour participer à la Réunion d'experts ont été reçues de 12 États parties (Arménie, Bénin, Burkina Faso, Équateur, Ghana, Honduras, Iraq, Jamaïque, Madagascar, Mongolie, Monténégro, République démocratique du Congo), 3 signataires (Myanmar, Népal, République-Unie de Tanzanie) et 1 État non partie (Angola). Conformément à la décision prise à la septième Conférence d'examen, l'Unité a alloué les ressources disponibles au titre du parrainage en consultation avec la Présidente et les Vice-Présidents de la Réunion des États parties, en donnant la priorité aux États parties qui n'avaient pas encore participé aux réunions ou qui n'avaient pas été en mesure de

dépêcher régulièrement leurs experts depuis leur capitale, et en envisageant une participation d'États non parties afin de promouvoir l'universalité de la Convention.

30. Six États parties (Bénin, Burkina Faso, Colombie, Équateur, Honduras et Monténégro) et 2 États signataires (Myanmar et Népal) ont bénéficié d'un parrainage pour participer à la Réunion d'experts. Faute de fonds disponibles, aucun État n'a pu être parrainé pour participer à la Réunion des États parties.

VIII. Conclusions et futurs travaux

31. La décision prise par la septième Conférence d'examen de confier des tâches supplémentaires à l'Unité sans accroître ses ressources a continué de poser problème, et les préoccupations formulées dans le rapport de l'Unité pour 2011 adressé à la septième Conférence d'examen à propos de la capacité de l'Unité à donner suite aux demandes des États parties et de la répartition géographique des activités de l'Unité n'ont pas été dissipées. Le congé maternité pris en 2013 a porté ces difficultés à leur paroxysme, et durant le premier semestre de l'année, l'Unité n'a fonctionné qu'aux deux tiers de sa capacité voulue.

32. Le point biennal de l'ordre du jour devant changer en 2014, l'Unité compte axer les travaux de l'an prochain sur la mise en place et le renforcement de relations de travail avec les organisations pertinentes, la collecte de données sur les capacités existantes et la compilation des informations de fond nécessaires pour soutenir les États parties dans l'action engagée en vue d'étudier les moyens de renforcer l'application de l'article VII, y compris l'examen de procédures et mécanismes détaillés pour l'apport d'une assistance et d'une coopération par les États parties.

Annexe I

[Anglais seulement]

Meetings and events attended by the Implementation Support Unit

Representatives of the Implementation Support Unit participated, or are scheduled to participate, in the following 40 meetings and events in 2013:

A. Raising awareness of the Convention

1. On 10 January, the ISU participated in a study visit by the University of Fribourg to the United Nations Office at Geneva. A member of the Unit gave a presentation on the Convention.
2. From 4–5 February, the ISU participated in the event *International Biological Science and Biosecurity: A Workshop* hosted by the American Association for the Advancement of Science, the Federal Bureau of Investigation, the Association of American Universities and the Association of Public and Land Grant Universities, in Washington DC, USA. A member of the ISU gave a presentation on “Safeguarding the Benefits of Biotechnology”.
3. From 21–22 March, the ISU participated in an international symposium entitled *Solidarity: towards new solutions in the bioethics of biobanking; biosecurity; and health inequalities*, organized by Broacher Foundation International Symposium, in Hermance, Geneva. A member of the Unit gave a presentation on “Blurring boundaries: developing a network-based approach to managing biological risks”.
4. On 8 April, the ISU participated in a roundtable discussion on *Advancing Disarmament and Arms Control: the Role of Geneva*, in Geneva, Switzerland, organized by the Geneva Centre for Security Policy.
5. From 15–16 April, the ISU participated in an experts' discussion organized by the Secretariat of the UN Framework Convention on Climate Change on learning lessons from other international agreements and processes, in Bonn, Germany. A member of the ISU gave a presentation on the Convention.
6. On 7 May, the ISU participated in a Disarmament Orientation for Diplomats, organized by the Geneva Forum, in Geneva. A member of the Unit gave a presentation on the Convention.
7. On 27 June, the ISU participated in a study visit by the University of Fribourg at the United Nations Office at Geneva. A member of the Unit gave a presentation on the Convention.
8. On 28 August, the ISU participated in the 2013 Disarmament Fellowship Programme, run by the United Nations Office for Disarmament Affairs. A member of the Unit gave a presentation on the Convention.
9. On 4 September, the ISU participated in the TMC Asser Instituut summer programme on disarmament, in The Hague, Netherlands. A member of the Unit provided a presentation on the Convention.

10. From 19–20 September, the ISU co-hosted with Norway and the Biotechnology Industry Organization an international workshop on *Safeguarding the benefits of biotechnology*, in Montreal, Canada. Members of the Unit gave presentations on past interactions with industry and other non-governmental actors, and current risks being addressed by the intersessional work programme of the Convention.

B. Following developments in science and technology

11. On 18 February, the ISU participated in the *Roundtable meeting on scientific convergence and the Chemical Weapons Convention* organized by the Royal Society at the Organization for the Prohibition of Chemical Weapons (OPCW), in The Hague, Netherlands. A member of the ISU gave presentations on *The Biological Weapons Convention 2012–2015* and *Perspective on convergence*.

12. From 26–28 February, the ISU participated in the event *Dual-use Research of Concern: Current Issues and Innovative Solutions*, hosted by the World Health Organization, in Geneva. Members of the Unit provided briefings on the Biological Weapons Convention and dual use life science research.

13. From 7–8 March, the ISU participated in the event *Security Aspects of Synthetic Biology*, organized by the International Council for the Life Sciences and the International Association Synthetic Biology, in Hong Kong, China.

14. On 20 March, the ISU participated in a meeting entitled *Law, Regulation, the BWC, Codes of Ethics, and Professional Agreements*, hosted by the Council on Foreign Relations, in Washington, D.C., USA. A member of the Unit gave a presentation on *The Biological Weapons Convention: Minimizing Risks; Maximizing Benefits*.

15. From 9–11 July, the ISU participated in *SB6.0: The Sixth International Meeting on Synthetic Biology*, at Imperial College London, United Kingdom. A member of the ISU made a presentation on international policy processes benefitting from engagement by the synthetic biology community.

16. On 11 July, the ISU participated in the event *Policy Lates: How do we benefit from dual-use research whilst avoiding misuse?* A member of the Unit participated in the discussion panel.

17. On 12 July, the ISU co-hosted with the OPCW, a meeting entitled *How engagement by the synthetic biology community influences international policy*, at the Imperial College London, United Kingdom. A member of the Unit gave a presentation on the Convention and its intersessional work programme.

18. From 15–18 September, the ISU participated in a Wilton Park conference on *Dual Use Biology: How to balance open science with security*, at Wilton Park, United Kingdom.

19. From 13–16 October, the ISU participated in a meeting on *Science Needs for Microbial Forensics*, organized by the US National Academies of Sciences, the Royal Society and the International Union of Microbiological Societies, at the Croatian Academy of Sciences and Arts, in Zagreb, Croatia. A member of the ISU provided a briefing on the Convention and its intersessional work programme.

20. From 1–4 November, the ISU participated in the *World Championship Jamboree of the International Genetically Engineered Machines Competition* in Cambridge, USA. A member of the Unit was invited to give a briefing on the Convention at a session on *Safeguarding Science and the Future: Addressing security in synthetic biology*.

C. Strengthening implementation measures, including biosafety and biosecurity

21. From 14–15 February, the ISU participated in a workshop on the implementation of the Biological Weapons Convention in Bogota, Colombia, organized by the United Nations Regional Centre for Peace, Disarmament and Development in Latin America and the Caribbean and VERTIC. A member of the Unit gave presentations on the Confidence-building Measures as well as the Seventh Review Conference and the current intersessional work programme.

22. From 22–23 April, the ISU participated in a workshop on universalization of the Biological Weapons Convention, in Luanda, Angola. A member of the Unit gave a presentation on "Assistance and co-operation under the Biological Weapons Convention".

23. From 24–25 April, the ISU participated in the 8th annual scientific conference of the Asia-Pacific Biosafety Association, in Putrajaya, Malaysia. At the event, entitled *Building a Sustainable Biorisk Culture in the Asia-Pacific Region*, a member of the Unit delivered a presentation on "The Biological Weapons Convention: Banning Bioweapons; Managing Biorisks".

24. On 26 April, a member of the ISU participated in a meeting of the International Federation of Biosafety Associations, in Putrajaya, Malaysia.

25. On 20 June, the ISU participated in the event *Special Session on the Future of CWA 15793:2011*, organized by the European Biological Safety Association in Basel, Switzerland. A member of the Unit gave a presentation on international efforts to promote biosecurity.

26. On 14 October, the ISU participated in the *National Workshop on Implementation of the Biological Weapons Convention*, in Quito, Ecuador, organized by UNODA as part of the EU BWC Action. A member of the Unit gave presentations on various aspects of national implementation.

27. From 2–3 December, the ISU will participate in the *National Workshop on Implementation of the Biological Weapons Convention*, in Ouagadougou, Burkina Faso, organized by UNODA as part of the EU BWC Action. A member of the Unit will give presentations on various aspects of national implementation.

28. From 4–6 December, the ISU has been invited to participate as an observer in the *Pilot Exercise for Peer Review*, in Paris, France.

29. From 5–6 December, the ISU will participate in the *National Workshop on Implementation of the Biological Weapons Convention*, in Cotonou, Benin, organized by UNODA as part of the EU BWC Action. A member of the Unit will give presentations on various aspects of national implementation.

D. Regional engagement

30. From 27–29 May, the ISU participated in the *Regional Workshop on National Implementation of the Biological Weapons Convention in Eastern Europe*, in Kiev, Ukraine, organized by UNODA and Ukraine as part of the EU BWC Action. A member of the Unit gave presentations on various aspects of national implementation.

31. From 3–4 September, the ISU participated in the *Regional Workshop on National Implementation of the Biological Weapons Convention in South and South-East Asia*, in Kuala Lumpur, Malaysia, organized by UNODA and Malaysia as part of the EU BWC

Action. A member of the Unit gave presentations on various aspects of national implementation.

32. The ISU helped to plan and organize, and participated in, a regional seminar hosted by Chile on *Biological Material and Biosafety in the Framework of the Biological Weapons Convention*, held in Santiago, Chile, from 9–11 October. A member of the Unit gave a presentation on dual-use biological material.

33. The ISU will participate in the *Regional Workshop on National Implementation of the Biological Weapons Convention for Central America and the Caribbean*, to be held from 13–14 November in Mexico City, Mexico, organized by UNODA and Mexico as part of the EU BWC Action. A member of the Unit will give presentations on various aspects of national implementation.

E. Interactions with international organizations and forums

34. From 3–4 April, the ISU participated in the Third Meeting of the OPCW Scientific Advisory Board *Temporary Working Group on Convergence of Biology and Chemistry*, in The Hague, Netherlands. A member of Unit provided briefings on a range of recent developments in biological science and technology.

35. On 8 April, the ISU participated in the *Third Review Conference of the Chemical Weapons Convention*, in The Hague, Netherlands.

36. From 10–12 June, the ISU participated on the *20th Session of the Scientific Advisory Board of the OPCW*, in The Hague, Netherlands. A member of the Unit gave a presentation on "The Biological Weapons Convention: Minimizing Risks; Maximizing Benefits".

37. From 22–24 October, the ISU participated in the *Biosecurity Sub-Working Group of the Global Partnership against the spread of materials and weapons of mass destruction*, in London, United Kingdom. A member of the unit provided a briefing on how the BWC advances a culture of responsibility amongst scientists.

38. From 5–7 November, the ISU participated in the Fourth Meeting of the OPCW Scientific Advisory Board *Temporary Working Group on Convergence of Biology and Chemistry*, in The Hague, Netherlands. A member of Unit provided briefings on a range of recent developments in biological science and technology.

39. From 18–20 November, the ISU will participate in the *World Economic Forum Summit on the Global Agenda* in Abu Dhabi, United Arab Emirates, to discuss possibilities for greater involvement of industry and civil society in strengthening the implementation of the Convention.

40. From 3–4 December, the ISU will participate in the *Biosecurity Conference on United Nations Security Council Resolution 1540*, in Wiesbaden, Germany, organized by Germany, UNODA and the European Commission. A member of the Unit has been invited to give a presentation on biosecurity aspects of the Convention.

Annexe II

[Anglais seulement]

National Points of Contact

The following national points of contact had been nominated to the ISU by 1 November 2013. Full contact details, including telephone numbers and e-mail addresses, are available to States Parties in the restricted area of the ISU website (<http://www.unog.ch/bwc/restricted>).

I. States Parties

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Albania	Mr. Fadil Vucaj Representative of the National Authority of Albania for the CWC Ministry of Defense Tirana Albania
Algeria	Sous-Direction du Désarmement Direction générale des Affaires politiques et de Sécurité internationale Ministère des Affaires étrangères El Mouradia Alger Algérie
Argentina	Dirección de Seguridad Internacional, Asuntos Nucleares y Espaciales Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto Esmeralda 1212 Piso 11 Ciudad Autónoma de Buenos Aires CP 1007 Argentina
Armenia	Arms Control & International Security Department Ministry of Foreign Affairs Government Building 2, Republic Square Yerevan 0010 Armenia
Australia	First Assistant Secretary International Security Division, Department of Foreign Affairs and Trade Locked Bag 40 Kingston ACT 2600 Australia

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Austria	Mr. Alexander Benedict Department II.8 - Global Disarmament, Arms Control, Export Control, Multilateral Atomic Energy Issues and IAEA Federal Ministry of European and International Affairs Minoritenplatz 8 Vienna A-1014 Austria
Azerbaijan	Security Affairs Department, Arms Control Division Multilateral Treaties Division, Ministry of Foreign Affairs 4, Sh. Gurbanov Street Baku AZ1009 Azerbaijan
Belarus	Director of the Republican Research & Practical Center for Epidemiology & Microbiology Ministry of Health of the Republic of Belarus 23, Filimonova st. Minsk 220114 Belarus
Belgium	Mr. Henri Vantieghem Direction Désarmement, Non-Prolifération et Contrôle de l'Armement Service Public Fédéral Affaires Etrangères Rue des Petits Carmes 15 Bruxelles B 1000 Belgium Mr. Frank Meeussen Direction Désarmement, Non-Prolifération et Contrôle de l'Armement Service Public Fédéral Affaires Etrangères Rue des Petits Carmes 15 Bruxelles B 1000 Belgium
Bhutan	Chief International Treaties and Conventions Division Ministry of Foreign Affairs, Royal Government of Bhutan P.O. Box 103 Thimphu Bhutan
Brazil	Mr. Sérgio Antonio Frazão Araujo Coordinator-General for Sensitive Items Ministry of Science and Technology SAI/SO Area 5 Quadra 3 Bloco F Brasilia – DF 70610-200 Brazil

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Bulgaria	Mr. Valentin Dontchev Head of Department, Security Policy Directorate Ministry of Foreign Affairs 2, Alexander Zhendov. St. Sofia 1040 Bulgaria
Burkina Faso	Prof. Abdouramane Barry Head of National Authority Autorité Nationale pour la Convention sur les Armes Chimiques (ANCAC) Ministère des Enseignements Ouagadougou 03 BP 7130 Burkina Faso
Burundi	Mr. Gerard Nirungika Head, Burundi Chemical Weapons Convention National Authority Burundi
Cameroon	Mr. Joel Palouma Chef de l'Unité des Milieux Terrestres à la Direction des Normes et du Contrôle Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature Yaoundé Cameroon
Canada	Mr. Andrew Halliday Biological Weapons Policy Analyst Non Proliferation and Disarmament Division (Biological, Chemical and Conventional Weapons), Department of 125 Sussex Drive Ottawa, K1A 0G2 Canada
China	Mr. Ji Zhaoyu Deputy Director Department of Arms Control and Disarmament, Ministry of Foreign Affairs No. 2 Chao Yang Men Nan Da Jie Beijing, 100701 China
Colombia	Ms. Sonia Eljach Director Multilateral Political Affairs Ministry of Foreign Affairs Calle 10 No. 5-51 Bogota Colombia
Croatia	Ms. Ivana Derek Ministry of Foreign Affairs and European Integration Croatia

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Cuba	Mr. Juan C. Menendez de San Pedro Lopez Director del Centro Nacional de Seguridad Biologica (CNSB) Ministerio De Ciencia, Tecnologia Y Medio Ambiente (CITMA) Calle 28 No. 502 e/5ta y 7ma Ave. Miramar. Playa La Habana 11 300 Cuba Mr. Rudolfo Reyes Rodriguez Director de Asuntos Multilaterales Ministerio de Relaciones Exteriores Calle Calzada #360 e/ G y H. Vedado Plaza de la Revolucion La Habana 10 400 Cuba
Cyprus	Mr. Panayiotis Papadopoulos Political Affairs Division - Multilateral Relations Ministry of Foreign Affairs Cyprus
Czech Republic	Dr. Michal Merxbauer Director, Department for the Control of WMD Non- Proliferation State Office for Nuclear Safety Senovazne nam. 9 Praha 110 00 Czech Republic
Denmark	Mr. Adam Ravnkilde Head of Section, Stabilisation and Security Policy Royal Danish Ministry of Foreign Affairs Room 3C10, Asiatisk Plads 2 1448 Copenhagen Denmark
Ecuador	Ms. Fanny De Lourdes Puma Puma Director General for Multilateral Policies and International Specialized Organizations Ministry of Foreign Affairs Calle Carrion Y Av. 10 de Agosto Quito Ecuador
Estonia	Department of International Organizations and Security Policy Ministry of Foreign Affairs Islandi Valjak 1 Tallinn 15049 Estonia

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Finland	Ms. Katja Pehrman Ministry for Foreign Affairs Unit for Arms Control, Disarmament and Non-Proliferation P.O.Box 420 Helsinki FI-00023 Finland
France	Ms. Tiphaine Jouffroy Strategic Affairs, Security and Disarmament Directorate Ministry of Foreign and European Affairs 37 Quai d'Orsay, 07 SP Paris 75 700 France
Georgia	Ms. Lela Bankanidze Deputy Head, Especially Dangerous Infections Department National Center for Disease Control and Public Health 9, M. Asatiani St. Tbilisi 0177 Georgia
Germany	Mr. Peter Beerworth Head of BW Division Federal Foreign Office Werderscher Markt 1 Berlin 10117 Germany
Ghana	Kwamena Essilfie Quaison Coordinator, Biological & Chemical Weapons Conventions Ministry of Environment, Science & Technology P.O. Box M 232 0000 Accra Ghana
Greece	Director of the WMD Disarmament Section D1 Directorate for UN and International Organizations, Hellenic Ministry of Foreign Affairs Academias 3 Street Athens 10027 Greece
Holy See	H. E. Monsignor Silvano M. Tomasi Apostolic Nuncio Permanent Observer for the Holy See to the United Nations Office and Permanent Delegate to other International Organizations in Geneva Chemin du Vengeron 16 1292 Chambésy Switzerland

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Hungary	Ms. Judit Körömi Expert Adviser Ministry of Foreign Affairs Department for Security Policy and Non-proliferation Budapest Hungary
Iceland	Mr. Peter Thorsteinsson Head, Arms Control and Disarmament Ministry of Foreign Affairs Raudararstig 25 Reykjavik 150 Iceland
India	Joint Secretary (Disarmament and International Security Affairs) Ministry of External Affairs South Block New Delhi India
Indonesia	Dr. Desra Percaya Director, Directorate of International Security and Disarmament, Department of Foreign Affairs JI, Taman Pejambon no.6 Jakarta 10110 Indonesia Mr. Andy Rachmianto Deputy Director, Directorate of International Security and Disarmament, Department of Foreign Affairs JI, Taman Pejambon no.6 Jakarta 10110 Indonesia
Iran (Islamic Republic of)	Department for Disarmament and International Security Affairs Ministry of Foreign Affairs Tehran Islamic Republic of Iran
Iraq	Mr. Sinan Abdul Hasan Mohi Head of the Biology Department Iraqi National Monitoring Directorate Baghdad Iraq

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Ireland	Mr. Ruaidhri Dowling Deputy Director, Disarmament and Non-Proliferation Section Department of Foreign Affairs 80 St. Stephens Green Dublin Ireland
Italy	Ambassador Cosimo Risi Permanent Representative of Italy to the Conference on Disarmament Permanent Mission of Italy to the Conference on Disarmament Chemin de l'Impératrice 10 1292 Pregny Switzerland Nr. Massimo Drei Head of Disarmament, Arms Control and Non-Proliferation Office Ministry of Foreign Affairs Piazzale della Farnesina 1 Rome 00135 Italy
Japan	Ms. Naomi Takahashi Officer, Biological and Chemical Weapons Conventions Division, Disarmament, Non-Proliferation and Science Department, Ministry of Foreign Affairs 2-2-1 Kasumigaseki, Chiyoda-ku Tokyo 100-8919 Japan
Kenya	Prof. Shaukat A. Abdulrazak Executive Secretary National Council for Science and Technology Old Treasury Building, Harambee Avenue P.O. Box 30551 Nairobi Kenya Ms. Roselida A. Awuor Senior Science Secretary National Council for Science and Technology Old Treasury Building, Harambee Avenue P.O. Box 30551 Nairobi Kenya
Kuwait	Ms. Jenan Al-Shayije Supervisor Ministry of Defence Kuwait

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Kyrgyzstan	Mr. Taalaibek Bektashev Head of Customs Policy, Non-Tariff Regulation and Export Control Department Ministry of Economic Development and Trade 106 Chui avenue Bishkek City, 720002 Kyrgyz Republic
Lao People's Democratic Republic	Dr. Souroudong Sundara Director General, Science and Technology Research Institute Prime Minister's Office National Authority for Sciences and Technology, PO Box 2279 Vientiane Capital, Lao PDR Mr. Phouthanouthong Xaysombath Deputy Director, General Affairs Centre, Science and Technology Research Institute Prime Minister's Office National Authority for Sciences and Technology, PO Box 2279 Vientiane Capital, Lao PDR
Latvia	Ms Evija Rimsane Arms Control and Non-Proliferation Division Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Latvia 3, K Valdermara Street Riga, LV-1395 Latvia
Lebanon	Ministry of Foreign Affairs and Emigrants Lebanon
Liechtenstein	Ms. Esther Schindler Office for Foreign Affairs Heiligkreuz 14 Vaduz 9490 Liechtenstein
Lithuania	Mr. Martynas Lukosevicius Attache, Arms Control, non-Proliferation and Disarmament Division Security Policy Department, Ministry of Foreign Affairs J. Tumo-Vaizganto Str. 2 Vilnius LT-01511 Lithuania Major Algimantas Kutanovas Chief Ecologist Lithuanian Armed Forces, Ministry of National Defence Vilnius Lithuania

<i>State</i>	<i>Contact</i>
	Captain Eugenijus Minkevicius Chief Officer Defence Staff J4 (Logistics), Ministry of National Defence Vilnius Lithuania Ms. Aukse Bankauskaite-Miliauskiene Chief Officer Health Emergency Situations Center, Ministry of Health Vilnius Lithuania
Madagascar	Ms. Angeline Mohajy Minister Plenipotentiary / Director of Multilateral Cooperation Ministry of Foreign Affairs Antananarivo 836 Madagascar Mr. Jean Bosco Randrianjara National Assembly Madagascar
Malawi	Mr. John. A. J. Chikalimba Chairperson of Defence and Security and Member of Budget & Finance Malawi National Assembly / Paliament Offices Chief M'Mbelwa House, Private Bag B362, Lilongwe 3 244 Zomba Lilongwe 3 Malawi
Malaysia	Mr Azril Abdul Aziz Principal Assistant Secretary Multilateral Security Division Ministry of Foreign Affairs Kuala Lumpur Malaysia
Malta	Mr. Clint M. Borg Disarmament Unit, Ministry of Foreign Affairs Palazzo Parisio, Merchant's Street Valetta Malta
Mexico	Autoridad Nacional México Secretaria de Gobernación Abraham González No. 48 Edificio L, Segundo Piso Colonia Juárez Delegación Cuauhtémoc CP 06600 México D.F.

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Morocco	Mr. Naser Bourita Director, United Nations and International Organizations Ministry of Foreign Affairs and Cooperation Rue Roosevelt, Chellah Rabat 10 000 Morocco
Mozambique	Mr. Cristiano Dos Santos Director for Legal and Consular Affairs Division - DAJC Ministry of Foreign Affairs and Cooperation Maputo Mozambique
Netherlands	Ms. Ayse Aydin Non-Proliferation and Disarmament Division Ministry of Foreign Affairs Department of Security Policy The Netherlands
New Zealand	Director, International Security and Disarmament Division Ministry of Foreign Affairs and Trade Private Bag 18-901 Wellington New Zealand
Nigeria	Mr. Joseph Adeyemi Chairman, National Authority on Chemical and Biological Weapons Conventions Office of the Secretary to the Government of the Federation 4th Floor, Wing 3B Abuja P.M.B 9 Nigeria
Norway	Åshild Kjøl Senior Adviser Section for Disarmament and Non-proliferation Ministry of Foreign Affairs P.O.Box 8114 Dep NO-0032 Oslo Norway
Oman	Mr. Hamed Suleiman Hamed Al Bortomani Chemical Officer SO2 NBC, Ministry of Defence P.O. Box 2919 Muscat 111 Oman
Pakistan	Dr. Irfan Yusuf Shami Director General (Disarmament) National Focal Point for BWC Ministry of Foreign Affairs Islamabad Pakistan

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Palau	Dr. Victor Yano Minister of Health Ministry of Health P.O. Box 100 Melekeok 96939 Palau
Peru	Sara Alvarado Salamanca Second Secretary Permanent Mission of Peru to the United Nations Office and other international organizations in Geneva P.O. Box 48 1216 Cointrin Switzerland
Poland	Mr. Lukasz Zielinski Head, Division for Non-Proliferation of WMD Security Policy Department Ministry of Foreign Affairs Poland Ms. Monika Lipert Mr. Andrzej Suda
Portugal	Mrs. Marta Cowling Ministry of Foreign Affairs Largo do Rilvas Lisbon Portugal
Qatar	Lieutenant Major (Air) Hassan Saleh Hassan Al-Nisf Secretary National Committee for the Prohibition of Weapons Ministry of Defence PO Box: 25777 Doha Qatar
Republic of Korea	Mr. Hyun-sang Ahn First Secretary Disarmament and Nonproliferation Division, Ministry of Foreign Affairs and Trade 37 Sejongno Jongno-gu Seoul Republic of Korea
Republic of Moldova	Mariana Grama Head of the Ecology and Environmental Protection Section Ministry of Defence of the Republic of Moldova 84 Highway Hincesti Chisinau MD-2021 Moldova

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Romania	Mr. Teodor Baconschi Minister Ministry of Foreign Affairs
	Mr. Gabriel Oprea Minister Ministry of National Defence
	Mr. Vasile Blaga Minister Ministry of Administration and Interior
	Mr. Cseke Attila Minister Ministry of Health
Russian Federation	Mr. Victor Kholstov Director, Department for the Implementation of the Conventions Ministry of Trade and Industry 7 Kitaigorodsky Proezd Moscow 109074 Russian Federation
	Mrs. Elena Rodyushkina Deputy Director, Department for the Implementation of the Conventions Ministry of Trade and Industry 7 Kitaigorodsky Proezd Moscow 109074 Russian Federation
Slovakia	Dr. Cyril Klement Public Health Authority of Slovakia, Regional Office in Banska Bystrica, Ministry of Health of the Slovak Republic Cesta k nemocnici 1 Banska Bystrica 975 56 Slovak Republic
Slovenia	Mr. Boštjan Jerman Minister Plenipotentiary, Security Policy DivisionMinistry of Foreign Affairs Presernova 25 Ljubljana SI-1000 Slovenia
South Africa	Mr. Daan van Beek Non-Proliferation Secretariat, South African Council for the Non-Proliferation of Weapons of Mass Destruction Private Bag X84 Pretoria 0001 South Africa

<i>State</i>	<i>Contact</i>
	Ms. Melanie Reddiar Non-Proliferation Secretariat, South African Council for the Non-Proliferation of Weapons of Mass Destruction Private Bag X84 Pretoria 0001 South Africa
Spain	Mr. Rafael PEREZ MELLADO Scientific Advisor for Biological Nonproliferation Issues General Division of Nonproliferation and DisarmamentMinistry of Foreign Affairs and Cooperation Serrano Galvache, 26 Madrid 28071 Spain
Sweden	Mr. Jan Lodding Deputy DirectorDepartment for Disarmament and Non- Proliferation Ministry for Foreign Affairs Stockholm 10339 Sweden
Switzerland	Sergio Bonin Political Affairs Officer BWC/CWC Swiss Federal Department of Foreign Affairs Division for Security Policy and Crisis Management Arms Control and Disarmament Section Bernastrasse 28 CH - 3003 Bern Switzerland
Turkey	Serhan Yiğit Head of Arms Control and Disarmament Department Ministry of Foreign Affairs Balgat Ankara 06100 Turkey
Uganda	Captain John Rusoke Tagaswire Comanding Officer NBC Regiment Ministry of Defense MOD/UPDF engineers Brigade Lugazi 256 Uganda
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	Ms. Sandra Higginbottom Desk Officer for BWC and the Australia Group Counter Proliferation Department Foreign and Commonwealth Office London SW1A 2AH United Kingdom

<i>State</i>	<i>Contact</i>
United States of America	Ms. Kris Pelz Executive Secretary, US Delegation to the Conference on Disarmament Permanent Mission of the United States of America Mission of the United States of America Route de Pregny 11 1292 Chambésy Switzerland Mr. Christopher J. Park Senior Advisor for Bioterrorism Chemical/Biological Weapons Threat Reduction ISN/CB, Room 2803 2201 C Street, NW Washington, DC 20520 United States of America
Uruguay	Ministry of Foreign Affairs Division of Multilateral Affairs Colonia 1206 Montevideo Uruguay
Uzbekistan	Mr. Kholmatov Ilkhom Deputy-Chairman The Commission of the Cabinet of Ministers of the Republic of Uzbekistan on the Prohibition of Biological Weapons 27, C-14 Tashkent 700011 Uzbekistan
Venezuela (Bolivarian republic of)	Office of the Vice Minister for North America and Multilateral Affairs, Ministry of Popular Power for External Relations Av. Urdaneta, Tower MRE Caracas Venezuela
Yemen	Dr. Ali Muthana Hassan Vice Minister Chairman of the National Committee Ministry of Foreign Affairs Sana'a Yemen Abdulkarim Alkohali Deputy Chairman of the National Committee Ministry of Foreign Affairs Sana'a Yemen

<i>State</i>	<i>Contact</i>
	Mohamed Abdull Al-Foqumi Secretary of the National Committee Ministry of Foreign Affairs Sana'a Yemen
Zambia	Mr. Leonard Mumba Senior Chemist Mines & Minerals Department 50135 Lusaka Zambia

II. Signatories

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Liberia	Mr. Joseph Jallah Lawyer Ministry of Justice Ashmun & Center Street Monrovia Liberia
United Republic of Tanzania	Ms. Irene. F Mkwawa - Kasyanju Principal Foreign Service Officer Legal Affairs / Ministry of Foreign Affairs & International Cooperation Kivukoni Front 9000 Dar es Salam Tanzania

III. States not party

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Micronesia (Federated States of)	Mr. Paliknoa K. Welly Chairman Committee on External Affairs Palikir, PS 3 Pohnpei FM 96941 Federated States of Micronesia
Namibia	Mr. Letta N. Hangala Foreign Relations Officer Multilateral Affairs Department/ Ministry of Foreign Affairs Private Bag 13347 Windhoek Namibia

<i>State</i>	<i>Contact</i>
	Mr. Jeremia Nambinga Member of Parliament National Assembly Private Bag 13323 Windhoek Namibia

IV. Regional organizations

<i>State</i>	<i>Contact</i>
European Union	Ms. Clara Ganslandt
	Mr. Nico Frandi
	Ms. Christel Gotink

Annexe III

[Anglais seulement]

Report on participation in the Confidence-Building Measures

Provisional summary of participation in 2013¹

Key: D = declaration submitted; ND = nothing to declare; NN = nothing new to declare.

State Party	CBM Form							Additional Information
	A1	A2	B	C	E	F	G	
1. Argentina	D	ND	NN	D	NN	ND	D	
2. Australia	D	D	D	D	D	D	NN	
3. Austria	ND	NN	ND	ND	NN	NN	ND	
4. Belarus	D	D	D	NN	D	D	ND	
5. Belgium	ND	D	D	D	D	ND	D	
6. Bhutan	ND	ND	ND	ND	NN	ND	D	
7. Brazil	D	D	D	ND	D	D	NN	
8. Bulgaria	NN	NN	ND	ND	D	NN	NN	
9. Canada	NN	D	D	D	D	NN	D	
10. Chile	NN	ND	NN	NN	NN	ND	NN	
11. China	D	D	ND	D	D	NN	D	
12. Croatia	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	
13. Cuba	D	NN	D	D	D	NN	D	
14. Czech Republic	NN	D	ND	D	NN	NN	NN	
15. Ecuador	NN	ND	D	D	D	ND	ND	
16. Estonia	D	D	ND	D	D	D	D	
17. Finland	D	D	ND	D	D	ND	ND	
18. France	NN	D	D	D	D	NN	D	
19. Georgia	ND	D	D	D	NN	D	D	
20. Germany	D	D	D	D	NN	NN	NN	
21. Greece	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	
22. Hungary	ND	NN	NN	D	D	NN	ND	

¹ As of 1 November 2013

		CBM Form						Additional Information
State Party		A1	A2	B	C	E	F	G
23.	Iraq	NN	ND	NN	ND	NN	ND	NN
24.	Italy	D	D	NN	NN	NN	D	D
25.	Japan	NN	D	ND	D	D	D	D
26.	Latvia	D	D	ND	ND	NN	D	ND
27.	Libya	NN	NN	ND	ND	NN	NN	NN
28.	Liechtenstein	NN	NN	D	NN	NN	NN	NN
29.	Lithuania	ND	ND	D	ND	NN	ND	NN
30.	Mexico	D	ND	ND	D	D	ND	D
31.	Morocco	D	ND	D	ND	D	D	D
32.	Netherlands	D	D	D	D	D	NN	D
33.	New Zealand	D	ND	NN	ND	NN	NN	ND
34.	Nicaragua	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
35.	Norway	NN	NN	NN	NN	NN	NN	D
36.	Poland	D	D	ND	D	NN	ND	NN
37.	Portugal	D	D	ND	ND	NN	NN	ND
38.	Qatar	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
39.	Republic of Korea	NN	NN	ND	ND	NN	ND	ND
40.	Republic of Moldova	D	ND	D	D	D	ND	D
41.	Romania	D	D	ND	D	D	ND	D
42.	Russian Federation	D	D	ND	D	D	NN	D
43.	Senegal	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
44.	Serbia	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
45.	Singapore	ND	D	ND	D	D	NN	NN
46.	Slovakia	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
47.	Slovenia	NN	ND	ND	ND	NN	ND	ND
48.	South Africa	NN	D	ND	ND	D	NN	ND
49.	Spain	D	D	ND	ND	D	ND	ND
50.	Sweden	D	D	D	D	NN	NN	NN
51.	Switzerland	D	D	D	NN	D	NN	D
52.	Turkey	D	NN	ND	ND	NN	NN	NN
53.	Ukraine	NN	D	D	D	D	ND	D
54.	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	D	D	D	NN	D	NN	D

		<i>CBM Form</i>							<i>Additional Information</i>
<i>State Party</i>		<i>A1</i>	<i>A2</i>	<i>B</i>	<i>C</i>	<i>E</i>	<i>F</i>	<i>G</i>	
55.	United States of America	D	D	D	D	D	NN	D	
56.	Uzbekistan	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	
57.	Yemen	ND	ND	D	ND	ND	ND	ND	